

transform!

réseau européen pour une pensée alternative
et un dialogue politique

newsletter 04 2013

Depuis décembre 2009, la newsletter de **transform! europe** est publiée une fois par mois. Elle contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

SOMMAIRE

Dans six semaines, l'Alter Summit

Un nouveau type d'alliance pour une autre Europe, par Walter Baier [p. 2]

Chypre

Le contrat social du capitalisme s'effondre-t-il ?, par Yiannos Katsourides [p. 3]

TUC

Une grève générale peut-elle avoir lieu en Grande-Bretagne ?, par Kate Hudson [p. 4]

Analyse

Un hiver de manifestations en Bulgarie, par Mariya Ivancheva [p. 5]

La gauche européenne analyse la situation en Hongrie

Résultats du "Regard Social" en Hongrie, par Jirí Málek [p. 7]

Réseau des historiens

Chercher le fil rouge dans l'Histoire de l'Europe contemporaine, par Sigfrido Ramirez [p. 9]

Au cœur des luttes sociales, féministes, culturelles, politiques

Forum Social Mondial à Tunis, par Chantal Delmas [p. 9]

Rapport de la Conférence internationale de Copenhague, le 16 mars

"Alternatives à la croissance", par Inger V. Johansen [p. 10]

Appel à contributions – Report de la date limite

2^{ème} congrès international Karl Marx [p. 12]

Appel à contributions

Momentum 2013, Session 10 : "L'Europe – Un progrès?" [p. 13]

transform! europe Projet stratégie de la gauche 26-27 avril 2013, Vienne, Autriche

A la recherche de l'hégémonie politique [p. 14]

WPU Journée d'étude de mai 2013
26 avril – 1^{er} mai 2013, Ljubjana, Slovénie
Transition, Austérité et accumulation primitive – Réponses de Gauche [p. 16]

2-5 mai 2013, Vienne, Autriche
Forum Social et Environnemental d'Europe centrale et orientale (FSEECO) [p. 18]

6^{ème} Festival subversif
4 - 18 mai 2013, Zagreb, Croatie
L'utopie de la démocratie [p. 18]

Séminaire international
7 – 9 mai 2013, Amsterdam, Pays-Bas
Repenser le travail à l'ère des réseaux et des mouvements [p. 19]

Invitation de la Gauche Européenne et transform! europe
3 – 7 juillet 2013, Porto, Portugal
8ème Université d'été 2013 : « Changer l'Europe » [p. 21]

Un nouveau livre de Francine Mestrum
Construire un autre monde : repenser la protection sociale [p. 21]

Dans six semaines, l'Alter Summit

Un nouveau type d'alliance pour une autre Europe

Par Walter Baier

Les 7-8 Juin, l'Altersummit des peuples européens se tiendra au Vélodrome à Athènes. Une alliance de plus de 150 organisations - dont des syndicats, des mouvements sociaux, des ONG et des acteurs politiques - de toutes les parties de l'Europe rendront publique une plate-forme commune pour la lutte pour une Europe démocratique et sociale.

Déjà aujourd'hui, six semaines avant le début de l'Altersummit, l'alliance se révèle être d'un type nouveau par son ampleur: Pour la première fois, de grands syndicats très actifs, avec une riche tradition comme la CGT, la CSC, la FTGB, la DGGIL, les CCOO, le TUC, la CGT-P, Ver.di et bien d'autres que je ne peux pas énumérer ici par souci de concision (voir le site: www.altersummit.eu), la Fédération Européenne des travailleurs des transports (ETF), des enseignants (CSEE) et des employés du secteur public seront côte à côte avec les mouvements sociaux, ATTAC, Greenpeace, le Réseau européen anti-pauvreté (EAPN), Transnational Institute, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), la Ligue des droits de l'homme, la Marche mondiale des femmes, les mouvements de précaires, Blockupy et les Indignés. Parmi les appelants et les soutiens du sommet il y a des réseaux d'universitaires, le groupe de l'EuroMemo, les économistes Atterrés, mais aussi de nombreux artistes. Dans huit pays, des comités préparatoires nationaux ont été formés pour mobiliser. transform! Europe et, en particulier, ses organisations membres de Grèce, de France, du Portugal et d'Italie ont dès le début été parmi ceux qui ont pris des responsabilités dans le mouvement.

Que Athènes ait été choisie comme lieu du sommet Alter est en soi un message politique qui est largement compris. Non seulement la Grèce est le pays où les programmes d'austérité ont été pour la première fois appliqués dans toute leur brutalité, il est aussi celui où la résistance contre la politique de la Troïka a atteint une ampleur particulière et où une nouvelle qualité politique s'est exprimée au cours des dernières élections. Cela se traduit par l'ampleur et la pluralité des forces engagées dans la préparation de l'Altersummit du côté grec, les forces, non seulement les deux principaux syndicats, mais aussi toute la gamme des organisations de la société civile et de solidarité.

Un autre aspect nouveau est que les initiateurs de l'Altersummit ont demandé aux acteurs politiques de ne pas diriger le mouvement, ni de le représenter, mais de le soutenir avec les moyens à leur disposition et au mieux de leurs capacités. Cette demande a été jusqu'ici principalement entendue par le Parti de la gauche européenne, dont le président, Pierre Laurent et les vice-présidents, dont Alexis Tsipras, sont parmi les signataires de l'appel pour l'Altersummit. Un autre soutien est venu de différents représentants des partis sociaux-démocrates et verts opposés aux politiques d'austérité.

Au moment où ce texte est rédigé, les préparatifs pour Athènes seront presque terminés. Le programme et le lieu ont été décidés lors d'une réunion du comité de coordination à la mi-avril. Les détails concernant les assemblées, la liste des intervenants au cours de l'événement majeur et le texte du manifeste feront l'objet de discussions lors de la conférence préparatoire finale en mai.

La présentation à Athènes du Manifeste des peuples européens, qui a été discuté pendant des mois, constituera, nous l'espérons, un jalon sur la voie d'un mouvement pan-européen contre la destruction néolibérale des Etats-providence et de la démocratie, c'est-à-dire dans la lutte pour une Europe démocratique, sociale, féministe et écologique. Mais il n'est pas une fin en soi. Dans plus d'une douzaine d'assemblées avant et après sa présentation, le lien entre ce manifeste et les luttes sociales et politiques en cours dans de nombreux pays, surtout et pas seulement, dans le sud de l'Europe, mais aussi dans l'Est et du Nord. (Pour le programme, voir le site : www.altersummit.eu).

Les initiateurs de l'Altersummit discutent aussi de faire pour que Athènes soit plus qu'un événement singulier, c'est-à-dire de la façon de lancer un processus, non seulement de débat, mais de lutte solidaire commune de la gauche et des forces alternatives pour une autre Europe.

Chypre

Le contrat social du capitalisme s'effondre-t-il ?

Par Yiannos Katsourides

Chypre connaît actuellement des moments dramatiques qui devraient bouleverser l'ensemble des relations sociales et la vie quotidienne de nos concitoyens. Le récent accord du gouvernement chypriote avec l'Eurogroupe ébranle violemment le principal pilier de la structure capitaliste, à savoir le secteur bancaire.

La mise en faillite de la Banque populaire (Laiki) et le transfert de ses engagements sur la Banque de Chypre, combiné avec la décote des dépôts de la Banque de Chypre créent d'une part un nouveau paysage bancaire et, d'autre part, renforcent le sentiment d'incertitude quant à la viabilité du projet.

Au cours des dernières semaines, le peuple chypriote a subi une intimidation sans précédent par les fonctionnaires européens, le gouvernement, des universitaires, des économistes et des analystes divers. Le dénominateur commun de leur analyse étaient une pression asphyxiante et la diabolisation des solutions de rechange. Il y avait un effort conscient pour présenter le plan de sauvetage et sa note d'accompagnement comme la seule issue. Toute référence à d'autres options est traitée avec ironie et mise au rang de l'utopie et du romantisme.

De nombreux «analystes» et les partis politiques ont tenté de faire accepter l'idée que les Chypriotes sont à blâmer pour cette situation en raison de leur mode de vie, des excès dans leur vie personnelle et des « activités de blanchiment d'argent ». Une conséquence est l'idée que c'est une bonne chose que les Européens soient venus nous réveiller. Cette approche qui ignore les classes est fautive, elle ignore l'histoire et vise à dissimuler les contradictions du capitalisme et les responsabilités d'une petite élite bancaire et de ses soutiens politiques. Sans nier le mode de vie excessif de la population chypriote, et même ses erreurs, ainsi que les problèmes structurels de l'économie chypriote, la principale cause de notre souffrance est le système lui-même, qui produit et reproduit les crises. Les

crises sont inhérentes au système capitaliste, qui cherche constamment à maximiser les profits et, dans les périodes de crise, à socialiser les pertes.

La majorité des Chypriotes vit actuellement une expérience choc qui entraîne l'abandon des attentes et l'effondrement des mythes qui ont été construits avec diligence depuis de nombreuses années. Cela concerne principalement l'Union européenne, une construction qu'ils se sont efforcés de présenter au peuple comme un club de l'égalité, de la justice et de la solidarité. Ces déclarations se révèlent n'être rien de plus que des «chèques sans provision », quelque chose contre quoi la gauche a toujours mis en garde et qu'elle a raillé. Il s'est en outre révélé que la perte de souveraineté de l'État dans le processus d'intégration européenne a de sérieuses implications concernant le bien-être de la population, puisque les États membres sont privés des outils fondamentaux pour une politique monétaire et économique indépendante.

En ce qui concerne Chypre, l'enjeu est beaucoup plus qu'une décision financière, il est géopolitique. Ce que l'on cherche est une forme de néo-colonialisme en vue de préserver, dans le long terme, les intérêts géostratégiques des États occidentaux dominants. La position de la Troïka, et de l'UE en général, à Chypre ne peut être comprise, apparemment, si elle n'est pas replacée dans un contexte géopolitique plus large. Ce cadre est déterminé par la découverte de gisements de gaz naturel à Chypre, par la normalisation récente des relations entre Israël la Turquie et par la solution du problème de Chypre. Tout ce qui précède semble créer une situation complexe avec des facteurs géopolitiques pour lesquels les cercles dirigeants du système ont décidé de trouver des « solutions », pour en finir. L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a déjà écrit un article sur ce sujet. De plus, comme le dit très franchement le président néerlandais de l'Eurogroupe, Dijsselbloem, et comme le réaffirme le commissaire Oli Rehn, la recette mise en œuvre à Chypre deviendra un modèle pour d'autres pays posant problème.

Ce qui est arrivé à Chypre, cependant, soulève, en substance, un problème beaucoup plus vaste qui touche à une caractéristique essentielle du capitalisme. La décision de l'Eurogroupe a carrément violé ce qui est le plus sacré dans le capitalisme, c'est-à-dire la propriété privée. Non seulement des investisseurs étrangers, mais aussi des milliers de petits épargnants, ont perdu les économies d'une vie en quelques secondes. La propriété individuelle et sa protection, ainsi que l'État-providence, constituent le contrat social du capitalisme avec les gens. C'est ce qui assure la cohérence dans un système basé sur la poursuite effrénée du profit et de l'exploitation, ce qui, à son tour, nourrit l'illusion et l'espoir qu'un jour, chacun d'entre nous peut devenir un Rockefeller. Une fois ces deux composants supprimées de l'équation (l'État-providence a été l'objet d'attaques depuis des décennies), le message passé au monde, même s'ils ne réalisent pas, est que les fondements de cette construction dans son ensemble sont ébranlés. Ceci est un révélateur de la profondeur de la crise, de la volonté d'une partie des capitalistes d'enjamber les cadavres pour assurer leur profit, ainsi que des contradictions d'un système vivant de l'exploitation de tout : l'homme et la nature.

TUC

Une grève générale peut-elle avoir lieu en Grande-Bretagne ?

Par Kate Hudson

Des discussions sérieuses ont lieu actuellement en Grande-Bretagne sur la possibilité d'une grève générale. A la lumière de l'expérience historique de la Grande-Bretagne - et des restrictions juridiques - est-ce une demande crédible ?

La Grande-Bretagne n'a connu qu'une seule grève générale dans son histoire. En 1926, le TUC a appelé les travailleurs à soutenir la lutte des mineurs pour leurs salaires et temps de travail. Après neuf jours de tentatives de briser la grève par le gouvernement, le TUC a appelé à la reprise du

travail. Les mineurs ont lutté seuls pendant des mois, beaucoup d'entre eux faisant face à la famine. L'échec de cette grève a eu un impact profond sur le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, toujours réticent devant une possible répétition, et les lois anti-syndicales de Margaret Thatcher ont renforcé cela en rendant les grèves de soutien illégales.

L'appel à la grève générale au cours des dernières décennies a été associée à l'ultra-gauche. La fait que la question de la grève générale ait été soulevée à nouveau, dans le TUC lui-même et dans la bouche des principaux dirigeants syndicaux, est donc un signe de la gravité de la crise économique et de la sauvagerie de l'attaque contre les salariés dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui . Lors du Congrès du TUC en septembre de l'année dernière, une résolution a été massivement votée pour que TUC se penche sur la « faisabilité » d'une grève générale pour protester contre les réductions des dépenses gouvernementales.

Cet appel a été également approuvé par des dirigeants syndicaux, comme Len McCluskey de Unite et Mark Serwotka de PCS, et au cours de la forte manifestation anti-austérité du TUC avec 150 000 personnes en octobre de l'année dernière.

Maintenant Unite semble prête à faire des propositions pour une grève générale contre l'austérité lors de la prochaine réunion du Conseil général du TUC. La discussion devra se pencher sur les implications juridiques - une telle action pouvant être interprétée comme une grève « politique » plutôt que « syndicale » et donc juridiquement contestée. L'ampleur de la grève serait également en discussion - secteurs concernés et durée. Elle devra probablement aussi faire face à l'opposition de certains milieux syndicaux, ainsi que de la direction du Parti travailliste qui ne dispose pas d'une politique anti-austérité et n'a pas quand il était au gouvernement abrogé la législation anti-syndicale de Thatcher. Malgré ces problèmes, l'activisme accru de Unite et d'autres syndicats est bien accueilli par les personnes qui luttent pour défendre leurs emplois, avantages sociaux et les services publics et cherchent un leadership clair contre les coupes budgétaires dans la lutte contre l'austérité.

Le rôle important joué par Unite et d'autres syndicats dans le mouvement anti-austérité est donc très bien accueilli. Ils jouent un rôle majeur dans l'Assemblée populaire contre l'austérité à Londres le 22 juin, suivie le 23 Juin par une Assemblée européenne contre l'austérité. Ces événements ont été initiés par la Coalition Résistance avec l'intention de renforcer et de développer le mouvement anti-austérité en Grande-Bretagne et en coopération avec le mouvement à travers l'Europe. Nous espérons accueillir de nombreux camarades de toute l'Europe à la discussion de ces développements significatifs.

Analyse

Un hiver de manifestations en Bulgarie

Par Mariya Ivancheva

Au cours des deux derniers mois, la Bulgarie, le pays le plus passif dans les Balkans, traditionnellement combatifs, a été secouée par des manifestations. Depuis le début de février, les Bulgares ont été dans les rues dans la plupart des grandes villes pour protester contre l'augmentation des prix de l'électricité et du chauffage. Après quelques nuits d'affrontements entre la police et les manifestants, le gouvernement de Boïko Borissov et de son parti GERB ont démissionné.

Une semaine de négociations superficielles a suivi. Après avoir offert le poste à tous les partis représentés au Parlement, qui ont décliné, le président Rossen Plevneliev a dissous le Parlement et nommé un gouvernement intérimaire. Les élections sont prévues le 12 mai, trop tôt pour faire émerger de nouveaux acteurs. Pour éviter leur apparition, la première réforme du nouveau gouvernement intérimaire a été d'augmenter les coûts déjà élevés des campagnes électorales.

Les protestations ont commencé avec des exigences économiques claires. Une importante augmentation a été décrétée, non pas sur le prix de l'énergie elle-même, mais sur les taxes sur sa distribution. Les sociétés de distribution d'électricité - privatisées en 2005 et vendues à de grandes sociétés étrangères qui ont signé un contrat avec l'Etat pour les indemniser en cas de pertes - ont maintenu les prix élevés grâce à une entente. Pourtant, dans la Bulgarie post-socialiste, toute rhétorique contre l'austérité et où le marché libre est soit condamnée comme « communiste » (c'est-à-dire le mal), soit utilisée par le Parti socialiste néolibéral mais sans aucune signification politique réelle. Ainsi, il n'est pas surprenant que les manifestants n'aient pas eu les mots pour faire le lien entre la situation et un changement structurel important. Des revendications économiques contradictoires ont été formulées : contre les monopoles, mais pour la nationalisation des compagnies de distribution de l'électricité. Les demandes d'un "changement total du système" sont venues sans aucune vision politique claire - de gauche ou de droite - de ce qui pourrait venir après.

L'élan initial de la protestation a maintenant disparu, laissant place à un certain nombre de problèmes sérieux. Quelques leaders (auto)proclamés de la contestation ont déjà émergé et ont fait scission. La moitié d'entre eux vient de rejoindre la campagne pour des élections législatives avec un parti marginal qui aura du mal à entrer au Parlement. Ces mêmes « figures de la manifestation » avait affirmé d'abord qu'ils n'étaient pas intéressés par la politique partisane, mais souhaitaient changer le système : ils déclarent maintenant que le système ne peut être changé que « de l'intérieur ». D'autres figures connues ont uni leurs forces avec le parti d'extrême-droite anti-turc et anti-Roms VMRO. Comme l'autre parti d'extrême droite représenté au Parlement national et européen - Ataka - VMRO a récemment doublé son influence. Ses représentants sont actuellement en campagne à travers le pays avec des slogans populistes, comme « nationalisation », « redistribution » et « sécurité ». C'est tentant, mais il faut se le rappeler : les dirigeants de ces partis, qui soutiennent ouvertement les hooligans néo-nazis condamnés, les expulsions sur une base ethnique et les politiques racistes et chauvines, considèrent que seuls les Bulgares « ethniquement purs » doivent bénéficier de la redistribution. La petite Gauche nouvelle n'a pas les ressources humaines et financières pour contester l'hégémonie croissante des nationalistes. Elle n'émerge que lentement et difficilement dans le vide politique créé par l'idéologie du marché libre et l'adhésion à l'UE, que les socialistes et tous les autres partis soutiennent.

Dans le même temps, la pauvreté et la misère de nombreuses familles bulgares a connu une croissance significative. 36 000 familles bulgares ont perdu leurs maisons rien qu'en 2012, n'étant pas en mesure de rembourser leur crédit. Six auto-immolations ont eu lieu en un peu plus d'un mois. Elles ont été accompagnées par une avalanche de suicides moins brutaux et de décès à cause de problèmes de santé induits par le stress. Avec la grave stagnation et sans un Parlement actif, le nouveau gouvernement a été incapable de faire autre chose que des améliorations cosmétiques. Les allocations ponctuelles de 30 euros par famille dans le besoin - une somme qui couvre à peine l'augmentation de la facture d'électricité d'un ménage modeste - est une mesure plus qu'insuffisante pour sauver les gens de la pauvreté chronique. Alors que les Bulgares pouvaient compter pour la plupart sur les revenus d'un membre de la famille à l'étranger, la crise dans le sud de l'Europe et les campagnes négatives contre les Bulgares et les Roumains dans les principaux pays de l'Union européenne, rendent les perspectives pour les ressortissants des deux pays les plus pauvres de la UE plutôt sombres. Les récentes mesures « plus dures » de David Cameron ne sont qu'une étape de plus dans une campagne permanente contre les citoyens bulgares et roumains : la déclaration allemande de blocage de leur entrée Schengen, la hotline des Pays-Bas contre les travailleurs des deux pays et les expulsions françaises de ressortissants d'origine rom. Le message est clair : l'UE n'est plus un club de riches - ou, comme nous le rappelle la crise bancaire de Chypre, cela vaut seulement pour les élites transnationales économiques. La Bulgarie et la Roumanie ont subi un ajustement économique et politique juste pour obtenir une citoyenneté de seconde classe : coûts élevés, faibles prestations.

Deux scénarios pour l'avenir, ne s'excluant pas l'un l'autre : « Un Parlement paralysé » et « la tasse de café ». Le prochain Parlement que les Bulgares éliront sera très probablement paralysé : avec

deux ou plus des partis politiques actuellement au pouvoir dans une coalition instable. Ce que les protestations ont changé, c'est que pour la première fois depuis plus d'une décennie, le pouvoir de la classe politique a été sérieusement ébranlé. Et si ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ne changent pas radicalement le cours de la politique, ils devront faire face à une nouvelle vague de protestations au cours de l'hiver prochain. « La tasse de café » est une expression utilisée par l'écrivain italien Tonino Guerra. Il nomme ainsi une pratique de solidarité dans laquelle les clients les plus riches d'un café paient un café supplémentaire que le barman sert à un client qui ne peut pas se le permettre. L'expression a récemment envahi l'internet bulgare. Un nombre croissant de cafés et de boutiques à travers le pays proposent maintenant le service afin que les gens puissent aider ceux qui sont dans le besoin. La pratique pourrait ne pas résoudre le problème structurel, ou même ne pas prendre racine dans un pays où l'atomisation, l'aliénation et l'anomie sont devenues depuis longtemps la réalité sociale dominante. Ce que cela traduit, cependant, c'est la prise de conscience croissante de la nécessité d'une organisation populaire indépendante de l'Etat et des bailleurs de fonds internationaux. C'est la première fois dans l'histoire post-socialiste de la Bulgarie que l'individualisme égoïste, pleinement et sans hésitation adopté au cours des années de transition, a été questionné en tant que valeur. Les Bulgares ont commencé à faire leurs des pratiques et des modes de solidarité et d'auto-organisation existants, à en développer de nouvelles et à se souvenir des anciennes qui avaient été oubliées. Un meilleur système de gouvernance et l'inversion des politiques économiques inhumaines restent à faire. Mais un certain niveau d'autonomie et de maturité politique est ainsi : un chemin épineux pour la Bulgarie et pour tous les pays touchés par la crise.

La gauche européenne analyse la situation en Hongrie

Résultats du “Regard Social” en Hongrie

Par Jiri Málek

Le Parti de la Gauche Européenne a organisé une cartographie de la situation sociale dans différents pays des partis membres. En Avril, c'est la Hongrie - l'un des pays dits post-communistes. L'auteur, vivant à Prague, a eu l'occasion de comparer la réalité hongroise avec la situation en République tchèque.

D'un côté, on peut dire que, en ce qui concerne ses paramètres qualitatifs, la situation hongroise est assez semblable à celle des autres pays post-communistes. La différence pourrait résider dans la plus grande importance accordée à l'aspect national et aux moyens de résoudre les problèmes et les tensions sociales avec la primauté des instruments de pouvoir. C'est un pays plus eurosceptique et résistant aux diktats de l'«Euro-puissant», mais il est aussi fortement anti-communiste et anti-socialiste. Des souvenirs historiques et certaines traditions se font également sentir ici. La tendance s'oriente vers une société plus autoritaire qui fonctionne au profit d'une fraction seulement de la population, (quoique) relativement large. Cette fraction a donné le régime au pouvoir avec un soutien à une majorité stable, à long terme (qui assure encore au FIDESZ une victoire électorale qui approche les 50%, le double du niveau de soutien actuel aux socialistes et environ six fois plus que le soutien à la JOBIK parti populiste-fasciste).

Tous les partis que j'ai rencontrés ont critiqué le gouvernement Fidesz et ont donné des exemples pour illustrer la détérioration de la situation. Mais les forces d'opposition sont politiquement diverses et la question est de savoir si ce qui les unit dépasse le dégoût anti-gouvernement.

Les résultats concrets de la visite du village de Vinár en Hongrie occidentale montrent une situation typique. Dans ce village de 243 habitants (y compris les deux familles roms) au un budget annuel de 26 millions de forints et offrant des possibilités d'emploi dans l'agriculture seulement (bovins,

production de lait), il y a seulement cinq chômeurs officiellement enregistrés et 14 personnes recevant l'aide sociale. Une grande partie des personnes employées travaillent pour des salaires très bas qui ne couvrent pas le coût de la vie. Le village lui-même n'est pas en mesure d'investir dans le développement ou même d'investir dans la reproduction simple. Économiquement, il vit sur le passé (y compris le passé communiste) et s'appauvrit progressivement. Ce sont surtout les jeunes qui partent pour trouver du travail ailleurs (ce qui inclut aller à l'étranger). Le taux de criminalité est faible. En ce qui concerne la situation immédiate, elle n'est pas trop problématique. Mais à long terme, si aucune modification n'est apportée au système actuel, de gros problèmes vont se poser.

On peut trouver d'autres endroits en Europe (principalement en Europe centrale et orientale), qui sont assez semblables en termes de niveau de pauvreté, avec bien sûr des spécificités nationales et une augmentation des tensions dans la société.

Outre la "carte nationale", la réalité hongroise diffère de la situation tchèque en termes de dureté des instruments utilisés par le pouvoir et de manière dont sont traités ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas « s'aligner ». Les principes démocratiques et des méthodes de gouvernement tombent par dessus bord. En République tchèque, cependant, l'usage du « gant de velours » est plus habituel.

Dans le milieu hongrois, a été mis en œuvre le concept d'exclusion de certains éléments de la population en fonction de leur statut social ou ethnique. (Il faut souligner que cela a été fait avec le consentement d'une partie considérable de citoyens.) À sa manière, l'Etat continue à « punir » l'échec et il restreint leurs droits humains. Néanmoins, il met également en œuvre un certain type de politique « sociale » pour le bénéfice d'une partie de la population. Il se présente comme le protecteur des intérêts nationaux hongrois face aux forces « malveillantes » de la mondialisation. En Hongrie, comme dans la République tchèque, la corruption existe, tout comme les transferts de fonds vers les entreprises et les institutions liées à l'élite au pouvoir, le clientélisme, etc. L'aide sociale à la classe subalterne est plus une question de charité (organisations non-étatiques, de l'Église et civiques). Bien sûr, d'un point de vue de la gauche, ce n'est pas une solution stratégique. On peut le montrer par quelques exemples chocs de pauvreté, qu'on peut voir aussi dans de nombreux autres pays de l'UE. À l'heure actuelle, on constate un endoctrinement accru dans les établissements d'enseignement ainsi qu'un renforcement des tendances cléricales. La situation hongroise montre que les citoyens (dans les pays post-communistes) sont pour la plupart prêts à laisser de côté leurs revendications pour la démocratie en échange d'une plus grande sécurité sociale (ou au moins la promesse) ; et ils sacrifient certains groupes de la population ainsi que leurs droits et leurs conditions sociales et de vie afin d'atteindre cet objectif.

Tout cela témoigne de la nécessité d'une recherche plus active pour trouver des moyens de sortir de la crise socio-politique dans les sociétés post-communistes. Il est significatif qu'il n'a été fait mention d'aucune des initiatives actuelles que s'efforce de prendre la Gauche unitaire européenne (p. ex l'Alter-Sommet). Cette connaissance doit donner l'impulsion nécessaire pour examiner plus avant l'orientation des activités politiques, à la fois dans le cadre du Parti de la gauche européenne et de transform! ainsi que dans d'autres entités européennes de gauche.

Réseau des historiens

Chercher le fil rouge dans l'Histoire de l'Europe contemporaine

Par Sigfrido Ramirez

Le 24 mars 2013, transform! Europe a organisé un atelier avec des historiens qui collaborent avec les fondations membres du réseau. La question centrale était de savoir comment élaborer des approches critiques aux usages publics de l'histoire et, plus particulièrement, vis-à-vis de la création de la Maison de l'histoire européenne (MHE), créée par le Parlement européen en 2009 avec le but explicite de constituer une identité européenne publique.

Pour ce faire, nous avons invité Francis Wurtz (membre honoraire du Parlement européen) à faire une présentation autour de plusieurs questions liées à la MHE dont il est un membre du conseil. Ensuite, nous avons invité divers historiens qui travaillent avec les fondations membres de transform! Europe à réagir et à réfléchir ensemble avec les membres de la direction de transform! Europe sur la façon de constituer un réseau d'historiens et de définir de possibles tâches et objectifs, pour le court, moyen et long terme.

La principale conclusion est que nous devrions adopter une approche constructive, mais critique à l'égard de futures expositions de la MHE, pour assurer qu'elles soient plurielles, dialectiques et à jour du point de vue scientifique. Néanmoins, nous avons conclu que l'objectif stratégique du réseau de transform! est de fournir la base pour les fondations d'une histoire publique alternative de l'Europe contemporaine et de l'intégration européenne en mettant l'accent sur le rôle que les mouvements de gauche et sociaux européens (syndicats, féministes, écologiques, etc.) ont joué dans la construction de la démocratie et du modèle social européens.

Nous allons constituer un groupe de travail du projet Akademia pour préparer une série d'activités pour l'année en cours et 2014.

Pour les contacts ou plus amples informations, contacter: academia@transform-network.net

Au cœur des luttes sociales, féministes, culturelles, politiques

Forum Social Mondial à Tunis

Par Chantal Delmas

Comme nous l'avions pressenti, le FSM à Tunis fut un grand moment de solidarité avec le Peuple Tunisien, deux ans après le soulèvement des tunisiens contre Ben Ali. Ce fut aussi un grand moment pour renforcer le camp démocratique dans le monde arabe.

Il a apporté une bouffée d'énergie, de dynamisme à tous les progressistes du monde présents qui ont retrouvé dans le souffle de la révolution tunisienne des jasmins un dynamisme communicatif, malgré les difficultés, se traduisant notamment par l'assassinat de Chokri Belaid, leader charismatique du front populaire en Tunisie.

Les femmes étaient très présentes avec une assemblée des femmes stimulante et combative. Transform! y a tenu un séminaire « féminisme et révolution » qui a interpellé l'ensemble des mouvements progressistes de la région et a rencontré un vif succès (environ 100 personnes).

L'ensemble des peuples du Maghreb Mashrek était bien représenté : 500 Palestiniens, 300 Egyptiens, 500 Marocains, 250 Algériens (de nombreux syndicalistes n'ont pu passer la frontière), 150 Sahraouis, 100 Lybiens, 80 Jordaniens, 60 Irakiens. 60 000 personnes ont participé à ce forum avec de fortes délégations venues des pays européens méditerranéens. De nombreuses délégations étaient également issues des « nouveaux mouvements » qui ont émergé un peu partout, prenant

comme modèle la révolution des jasmins ; parmi eux, les indignés des différents pays d'Europe mais aussi les Occupy, les mouvements étudiants du Québec, les mouvements des diplômés chômeurs du Maghreb, le groupe « Yen a marre » du Sénégal... Tous ces mouvements de jeunesse, quelles que soient leurs particularités, ont au cœur de leurs préoccupations la démocratie et la volonté de se réapproprier leur vie contre un système néolibéral qui les en empêche.

Dans ce cadre, Transform! avec ses neuf séminaires a apporté sa contribution avec ses analyses sur la crise et les alternatives possibles. Transform! est un acteur original et singulier du FSM. Affrontant les questions stratégiques se posant aux mouvements, il pose la question des fronts et coalitions à construire à gauche, interpelle les forces politiques et les mouvements sociaux sur les types de dialogue et de convergences à trouver ensemble pour construire une hégémonie culturelle à gauche face à cette crise.

La question de l'Altersommet européen qui aura lieu à Athènes, en juin, était aussi fortement présente lors de ce forum.

La dynamique du FSM a permis de dynamiser les mouvements sociaux européens présents. Le vent d'un nouvel internationalisme a bien soufflé sur Tunis...

Rapport de la Conférence internationale de Copenhague, 16 mars **“Alternatives à la croissance”**

Par Inger V. Johansen

Cette deuxième conférence internationale de Transform! Danemark - la première a été organisée il y a un an - a confirmé que c'était un bon choix pour promouvoir un débat sur les alternatives à la croissance après la conférence de l'an dernier sur « La crise en Europe - Les alternatives de gauche. »

Même avant la conférence, un énorme intérêt était perceptible. Même si nous avons choisi d'être moins ambitieux que l'an dernier - l'organisation d'une conférence d'une journée cette année - il y avait environ 140 participants, ce qui dépassait la capacité de la salle. Les contributions des orateurs ont été d'une très grande qualité, ce qui fait que les participants se souviendront de la conférence. Les nombreux retours positifs confirment que c'est le cas.

La conférence pourrait être considérée comme une suite naturelle à la première - poursuite et élargissement du débat sur les alternatives de gauche, en mettant l'accent sur un nécessaire débat sur les alternatives écologiques et équitables à l'économie et à la pensée environnementale dominantes. La conférence en a montré la nécessité. La croissance est devenue un mantra en ces temps de crise et de récession, compréhensible avec le manque d'emplois. Cependant, c'est précisément pourquoi ce débat est central - il faut penser différemment et de façon critique au sujet de la croissance et développer des politiques alternatives, même en temps de crise, lorsque l'objectif est de transformer et de changer les sociétés pour les rendre écologiquement et socialement durables et équitables.

Les intervenants

Gabriele Michalitsch, politologue et économiste à l'Université de Vienne, a parlé de la question de la formation de sujets néolibéraux et comment le néolibéralisme s'est étendu à toutes les parties de la société et à l'intérieur de l'individu - une expression de la théorie du capital humain. Elle a souligné 9 postulats qui mettent en mouvement notre subconscient dans la société néolibérale : autonomie (en se centrant sur soi-même), entrepreneuriat, activité (liée à l'initiative), aptitude, choix (lié au marché), concurrence, auto-production, principe du mérite (principe de base de l'inégalité), équité (et non justice), et privatisation. Elle a souligné également que, basée sur ces hypothèses, la sphère publique est réduite et que le féminisme par exemple devient un problème individuel - une

femme doit s'émanciper elle-même. Ce n'est plus une tâche collective. Il s'agit d'une lutte pour la survie individuelle. « La gauche doit s'interroger et s'opposer à ces présupposés néolibéraux », dit-elle. « Nous devons développer des approches alternatives à la croissance et un débat sur la décroissance ».

Inge Röpke, professeur à l'université d'Aalborg au Danemark, a insisté sur la nécessité de l'économie écologique. Elle a expliqué pourquoi le PIB est une mesure inappropriée pour le bien-être sociétal et les bienfaits sociaux et que les coûts comptent à la fois comme positifs dans le PIB - et renvoyés à une « obsession du PIB » dans les sociétés d'aujourd'hui. En prenant le « métabolisme social » comme point de départ, elle a expliqué l'interaction humaine avec la biosphère, alors que l'échelle de consommation est d'une importance primordiale pour la biosphère. Nous voyons aujourd'hui des signes des limites planétaires sous la forme, entre autres, du changement climatique. Inge Röpke a conseillé de regarder la vidéo de Rockström sur les limites planétaires <http://www.stockholmresilience.org/21/research/research-programmes/planetary-boundaries.html> Rockström [videohttp://www.stockholmresilience.org/21/research/research-programmes/planetary-boundaries.html](http://www.stockholmresilience.org/21/research/research-programmes/planetary-boundaries.html). Elle a mis en avant la nécessité d'examiner les différents indicateurs d'échelle, y compris l'extraction mondiale et les flux de matières de combustibles fossiles, des minéraux, des métaux et de la biomasse ainsi que l'ampleur de la consommation locale et régionale en ce qui concerne le « monde plein ». Elle a souligné la nécessité d'une vision du monde, qui prend en compte le fait que « Lorsque j'utilise les ressources, vous ne le pouvez pas » et « L'argent peut se développer, mais pas l'économie réellement réelle ». Nous avons donc besoin d'une nouvelle conceptualisation de l'inégalité de l'échange, qui ne considère pas uniquement les relations commerciales en termes monétaires, mais comprend également les termes physiques où les inégalités mondiales sont encore plus prédominantes qu'en termes monétaires.

Petter Næss, Professeur à l'Université norvégienne des sciences de la vie, a parlé de contradiction fondamentale entre un système économique axé sur le profit et la durabilité environnementale à long terme. Dans une économie axée sur le profit, l'accumulation du capital est une force motrice, et l'absence de croissance de l'économie tend à se traduire par des crises économiques et sociales graves. D'autre part, un découplage de la croissance économique de l'épuisement des ressources et la dégradation de l'environnement n'est possible que dans certains secteurs ou types de produits et dans des perspectives relativement à court terme. Petter Næss a utilisé des exemples de planification urbaine au Danemark et en Norvège pour expliquer pourquoi de bonnes initiatives pour réduire l'utilisation des ressources seront compromises par les effets de rebond si les sociétés ne se transforment en sociétés fondées sur la durabilité environnementale et sociale - et a conclu que la croissance verte est une illusion . Il a également expliqué comment les hypothèses concernant la possibilité du capitalisme à l'état stable ne tiennent pas compte de la relation entre le capital et la plus-value, qui constitue un mécanisme puissant conduisant l'économie capitaliste vers une croissance illimitée. Petter Næss a proposé la nécessité de faire évoluer la société vers un « écosocialisme ».

Enfin Christa Wichterich, professeure à l'Université de Kassel, et de *Women in Development Europe* (WIDE), a montré comment re-politiser les questions économiques dans une perspective féministe de reproduction sociale, et a souligné le potentiel émancipateur de l'économie solidaire. Beaucoup de choses se trouvent dans l'environnement de la femme individuelle ; la première est le corps, et nous avons ici les soins. D'autres sont, le travail, la sécurité alimentaire, les biens, les ressources (énergie). Elle voit le dogme de la croissance capitaliste comme un cercle de booms et de crashes, comme une crise après l'autre. Les fonctions du marché capitaliste par la reproduction sociale et le travail non rémunéré et la régénération de la nature. Elle voit le travail de soins non rémunéré en tant que travail, et nous devons dépasser la séparation entre production et reproduction. Nous devons reconnaître le travail de soins, et à cet égard nous devons décoloniser notre état d'esprit. Elle a longuement parlé de la perspective de l'écologie politique féministe (écoféminisme) et a trouvé beaucoup de points de chevauchement avec le concept de « *Buen Vivir* » des populations autochtones d'Amérique latine. Par exemple, en Bolivie et en Equateur, il y a conflit entre

l'écologique et le social. L'utilisation des ressources naturelles permet la réalisation de programmes sociaux.

Conclusions

Les interventions à cette conférence ont porté sur l'information, la connaissance et le dévoilement de la pensée dominante pour favoriser la compréhension de la nécessité de briser la logique capitaliste néolibérale et de promouvoir une transformation systémique. Il reste une grande quantité de questions à débattre en lien avec l'élaboration de politiques alternatives concrètes. Ce sera pour une prochaine conférence.

Les orateurs ont été unanimes sur la nécessité d'une transformation. Cependant, des différences sont apparues concernant le changement de système – D'une part, une approche plus progressive et réformiste et de l'autre la conviction de la nécessité de rompre avec le système capitaliste pour obtenir un changement.

Une table ronde de conclusion a eu lieu en présence du public, avec des questions concernant l'expérience des intervenants pour un changement de mentalité. Malheureusement, les intervenants ne sont pas très optimistes - soulignant leurs propres difficultés dans le monde universitaire où ils travaillent, où il y a – disent-ils - une nette tendance à essayer de marginaliser les points de vue alternatifs.

Appel à contributions – Report de la date limite

2^{ème} congrès international Karl Marx

La conférence, qui aura lieu à Lisbonne du 24 au 26 octobre 2013, est organisée par Instituto de Historia da Contemporânea Universidade Nova de Lisboa, Cul: tra, transform! europe et UNIPOP.

Nous souhaitons faire appel à ceux dont les pratiques et la réflexion empruntent les multiples chemins du marxisme et les engager dans une large réflexion sur les utilisations possibles de Marx et du (des) marxisme(s) pour l'analyse sociale et historique, la lutte politique et la production philosophique.

Les travaux de Karl Marx ont eu un impact considérable au cours des 150 dernières années, inspirant plusieurs tentatives d'interprétation critique de la modernité et du capitalisme. Les appropriations de Marx ne se réduisent toutefois pas à ses propositions théoriques, dans la mesure où elles ont été élaborées par la tradition marxiste. Aujourd'hui, comme tout au long du 20^{ème} siècle, le marxisme est aussi le nom de plusieurs mouvements distincts qui luttent pour l'abolition de l'état actuel des choses, au nom d'autres formes d'organisation de vie en commun, plus égalitaires.

Nous accueillerons bien volontiers à cette occasion les contributions dans les domaines de l'économie, de la politique, de l'histoire, de la philosophie, ainsi que de l'expérience militante dans les autres disciplines des sciences sociales et humaines.

En ce sens, nous comprenons que la pertinence du marxisme va bien au-delà des circonstances historiques et géographiques de son origine, il est exposé à des actualisations et renouvellements permanents, à la suite de ses utilisations. Nous avons l'intention de discuter, dans ce congrès, de la façon dont Marx et les marxismes ont été revendiqués et interprétés dans les contextes non européens, mais aussi de l'appropriation et de la transformation de plusieurs de ses catégories dans le contexte des luttes féministes et écologiques, du renouvellement de la critique de l'économie politique dans le contexte actuel de crise, des nouveaux débats autour de l'idée du communisme et de l'interprétation des nouveaux mouvements sociaux et des mobilisations.

Nous acceptons les propositions individuelles, ainsi que les propositions de panels (3 participants) jusqu'au 30 avril 2013, en anglais, portugais ou espagnol. Elles doivent être envoyées à congressomarx2013@gmail.com

Les contributions ne doivent pas dépasser 750 mots et seront choisies de manière anonyme par le comité scientifique. Les résultats seront communiqués jusqu'au 26 avril 2013.

Une contribution de 40€ sera demandée pour l'inscription, pour ceux dont la proposition est acceptée (20 € pour les étudiants et les personnes sans revenu).

Intervenants : Antonio Negri, Bruno Bosteels, Francisco Louçã, Judith Revel, Nuno Nabais, Paula Godinho et Stasis Kouvélakis.

Organisateurs : Bruno Dias Peixe, Fernando Rosas, Irina Castro, José Neves, José Soeiro, Miguel Cardina, et Ricardo Noronha.

Site officiel:

<http://www.ihc.fcsh.unl.pt/en/agenda/item/35044-ii-congresso-internacional-karl-marx>

Cul: tra, site web: <http://cultra.pt/>

facebook: <https://www.facebook.com/pages/Cultra/298163613568774>

Pour toute question, contacter : [congressomarx2013 \(at\) gmail.com](mailto:congressomarx2013@gmail.com)

Appel à contributions

Momentum 2013, Session 10 : “L’Europe – Un progrès?”

L'idée d'une Europe unie peut être considérée comme acquise dans les discours politiques sérieux. Dans le même temps, le sentiment de distance par rapport à « Bruxelles » se développe. Une contradiction ? Que reste-t-il des promesses de l'Europe? Qui a tiré bénéfice des processus d'intégration – aux dépens et au profit de qui ? Comment expliquer les tendances autoritaires croissantes conduisant à la concentration du pouvoir économique aux mains d'un petit nombre de grandes entreprises multinationales ? Quel rôle jouent les intérêts nationaux dans le processus de prise de décision en Europe ? Quelles pourraient être les alternatives, sans oublier leur faisabilité et mise en œuvre pratiques ?

La conférence annuelle du Momentum est consacré à l'intégration du savoir académique et des pratiques politiques et accueille des contributions de chercheurs, de syndicalistes, de militants politiques.

La conférence 2013 du Momentum a lieu à Hallstatt (Autriche), du 17 au 20 Octobre 2013. Le thème de cette année est « Le progrès » (voir le site de la conférence).

Le Momentum est interdisciplinaire, particulièrement ouvert aux contributions de jeunes chercheurs et, explicitement, à des documents de nature politique.

Pour la première fois dans l'histoire du Momentum, cette session sera entièrement en anglais. Un des objectifs est de réunir des chercheurs et un public de langue allemande avec des participants d'autres pays européens. C'est pourquoi nous souhaitons recevoir des résumés de contributions provenant d'un large spectre de participants.

Session n° 10 « L'Europe–un progrès ? »

Les organisateurs attendent des contributions de chercheurs, de décideurs politiques et de militants intéressés par la question fondamentale : L'Europe est-elle (peut-elle être) un progrès ?

Voir, à droite, l'appel à contributions pour la session 10 ("Documentation").

La date limite est le 15 Mai 2013. Les résumés (2 pages A4 au maximum) doivent être envoyés à anmeldung@momentum-kongress.org, en précisant le nom et l'adresse de contact.

Coordinateurs de la session 10 :

Laura Horn est professeur associé au Département Société et Mondialisation de Roskilde University (Danemark). Ses recherches portent sur l'économie politique critique de l'intégration européenne, <http://www.ruc.dk/~lhorn>

Lukas Oberndorfer est chercheur au Département Affaires européennes et internationales de la Chambre des métiers en Autriche. Elle participe activement au groupe de travail Etudes européennes critiques de l'AKG. Ses travaux portent sur la théorie et les études empiriques critiques de l'intégration et de la législation européenne, <http://homepage.univie.ac.at/lukas.oberndorfer/>

Contact:

Lukas Oberndorfer, lukas.oberndorfer@univie.ac.at

Laura Horn, lhorn@ruc.dk

transform! europe Projet stratégie de la gauche 26-27 avril 2013, Vienne, Autriche

A la recherche de l'hégémonie politique

Le séminaire organisé dans le cadre du programme prioritaire de transform! Europe sur les stratégies de gauche traite des démocraties polarisantes et des partis de gauche au carrefour de la crise économique et politique.

Premier jour : L'opposition au système au service du système : Les deux visages de l'extrême droite

Le renouveau de la rhétorique d'extrême droite dans toute l'Europe pose une fois de plus la question de la stratégie de gauche contre le fascisme. Les deux sessions proposées visent à approfondir la discussion sur la question des discours et des agendas de l'extrême droite. Un accent particulier sera mis sur la voie par laquelle les concepts associés aux valeurs conservatrices traditionnelles telles que la patrie, la nation, la sécurité et la famille sont intégrés dans les politiques identitaires de l'extrême droite.

Compte tenu du fait que ces concepts sont revenus au premier plan du débat politique actuel et plus généralement de l'opinion publique européenne et, indépendamment du travail de conviction politique, la question se pose de savoir si la gauche est en position de les transformer en sa faveur ou au moins d'y faire face efficacement.

Une autre question cruciale à poser est l'infiltration de l'identité et de la culture d'extrême droite dans les catégories sociales précédemment rétives, comme les jeunes. Après avoir été un bastion de la gauche au cours de l'après-guerre, certaines parties de la jeunesse semblent adopter aujourd'hui les idéaux de l'extrême droite. Comment la gauche peut-elle reconquérir son hégémonie dans cette catégorie sociale ?

Journée 2 : Vers un nouvel État autoritaire

Traditionnellement, l'idée européenne a été associée étroitement avec celle de démocratie libérale au niveau des États membres. Cependant, le processus d'intégration européenne et son orientation nettement libérale a mis de plus en plus en cause ce credo ancien. Les politiques autoritaires ont regagné du terrain, notamment chez les élites européennes ; une tendance renforcée par les exigences liées à la crise actuelle du capitalisme. Dans ce contexte, les institutions européennes se défendent contre les processus démocratiques et reproduisent leur pouvoir à travers les États-

nations. Ce processus est la conséquence des politiques d'austérité auxquelles se sont ralliées les élites européennes et le résultat final est un tournant autoritaire au niveau des États-nations, en particulier dans ceux soumis à des ajustements drastiques pour maîtriser leurs déficits publics. Ce nouveau tournant autoritaire, dont la source principale se situe au niveau des institutions européennes, introduit de profonds changements dans les relations entre les États-nations et les institutions européennes sous deux aspects.

Le premier est le retour de la « nation » dans l'agenda politique. En cherchant à mettre en œuvre leur nouvelle *realpolitik* dans le contexte de l'autoritarisme, les élites européennes veulent faire revivre une Europe basée sur les antagonismes nationaux, ce qui constitue un processus de désintégration. Une question ancienne refait alors surface : comment la gauche aborde-t-elle le concept de nation ? Le deuxième aspect concerne les évolutions au sein des démocraties au niveau national. De vieux clivages politiques s'atténuent alors que de nouveaux apparaissent à propos des politiques d'austérité mises en œuvre dans les États-nations. Cela conduit, notamment dans les pays du Sud, à l'émergence de nouveaux acteurs politiques comme acteurs clés dans le système des partis politiques, l'Italie constituant un cas exemplaire. Comment la gauche peut-elle tirer profit de ces nouveaux développements ?

WPU Journée d'étude de mai 2013

26 avril – 1^{er} mai 2013, Ljubjana, Slovénie

Transition, Austérité et accumulation primitive – Réponses de Gauche

La journée d'étude de mai est un atelier annuel organisé par l'Université des travailleurs et des Punks (WPU). Le WPU est un collectif d'étudiants, de chercheurs et de militants qui organisent une série de conférences publiques, d'ateliers et de séminaires sur des questions qui sont tout à la fois cruciales sur le plan théorique et urgentes sur le plan politique.

Située dans le Centre culturel autonome Metelkova et affiliée à l'Institut de la Paix (Ljubljana, Slovénie), elle propose une alternative radicale aux sciences sociales et humaines académiques. Au lieu de diplômes, elle propose un débat public, et de la théorie à la place de la connaissance des experts.

L'atelier est parrainé, notamment, par la Fondation Rosa Luxemburg Europe du Sud-Est et par transform! europe.

Parmi les intervenants et discutants : Srečko Horvat (SFF), Primož Krasovec (WPU), Boris Kanzleiter (RLS), Walter Baier (transform! europe), Elisabeth Gauthier (Espaces Marx, transform! europe), Christina Kaindl (Die Linke), Luka Mesec (WPU), Henry Bernstein, Massimo De Angelis, Sašo Furlan, Tomislav Medak, ANEJ Korsika, Erik Swyngedouw, Ilona Švihlíková, Goran Musić, Joachim Becker, Jan Toporowski, Mislav Zitko, Kržan Marko Marko Kostanic, Toni PRUG, etc Rok Kogej

Centre culturel autonome Metelkova

Contacts : dpu@mail.mirovni-institut.si

andrazmali@gmail.com

mesecluka@gmail.com

<http://dpu.mirovni-institut.si/>

Programme

Vendredi 26 avril

18.00 à 20.00: Conférence de Michael Perelman sur l'histoire du concept d'accumulation primitive

22h00: Concert du chœur partisan des femmes

Samedi 27 avril

11.00-12.30: Conférence de Lev Centrih sur la dimension socialiste, révolutionnaire et anti-fasciste du Front de libération de la Yougoslavie et sa place dans l'histoire de la lutte des classes

13.00-14.30: Table ronde « Le concept d'accumulation primitive » :

Henry Bernstein

Massimo De Angelis

Sašo Furlan

18.00 à 20.00: Conférence d'Andrew Kliman

Dimanche 28 avril

11.00-12.30 : Table ronde « Les communs : De l'accumulation primitive au communisme »

Tomislav Medak

Jernej Prodnik

Erik Swyngedouw

13.00-14.30 : Table ronde « Accumulation primitive dans la transition post-socialiste et la période d'accession à l'UE »

Branko Bembič

Goran Musić

Joachim Becker

18.00 à 20.00: Conférence de Werner Bonefeld

Lundi 29 avril

9.00 à 14.00: Visite guidée, avec Miklavž Komelj, de la direction politique du Front de libération

18.00 à 20.00 : Conférence de David McNally

Mardi 30 avril

11.00-12.30: Table ronde « l'Accumulation primitive comme facteur des politiques de viabilité des finances publiques »

Jan Toporowski

Mislav Žitko

Marko Kržan

13.00-14.30: Table ronde « Une alternative socialiste »

Marko Kostanić

Toni Prug

Anej Korsika

18.00 à 20.15: Conférence de Michael Lebowitz

Mercredi, 1er mai

11.00-13.00: Table Ronde « Construire une Nouvelle Gauche dans les Balkans »

Srećko Horvat (SFF)

Primož Krašovec (WPU)

Marko Kostanić (CRS)

Darko Vesić (CPE)

Boris Kanzleiter (RLS)

18.00 à 20.00 : Table Ronde: « Vers une stratégie européenne de gauche pour construire une Alternative socialiste »

Haris Golemis (Syriza)

Walter Baier (transform! europe)

Elisabeth Gauthier (Front de Gauche)

Christina Kaindl (Die Linke)

Luka Mesec (WPU)

Stara mestna elektrarna - Elektro Ljubljana

More information will be found at the Workers and Punks' University Website:

<http://www.dpu.si/en>

Si vous avez des questions particulières, contactez nous : info@dpu.si

2-5 mai 2013, Vienne, Autriche

Forum Social et Environnemental d'Europe centrale et orientale (FSEECO)

Le FSEECO est considéré comme partie du processus du FSM et son importance réside dans le fait que les problèmes communs de l'Europe centrale et orientale - qui ont été marginalisés jusqu'à présent par le Forum social européen (FSE) - seront mis en évidence. Les conséquences de la situation semi-périphérique (ou périphérique) des PECO seront analysées et l'objectif principal de la mise au point d'un programme d'action commun

Le titre proposé pour le Forum de Vienne est "Révoltes dans la périphérie ? Lutte contre la mondialisation capitaliste et la destruction de la nature".

Quatre axes thématiques ont été retenus pour le FSEECO :

La situation économique, sociale et écologique ;

Les conséquences des développements économiques, sociaux et écologiques négatifs dans la sphère politique : limitation de la démocratie, corruption, montée de l'extrême droite, etc. ;

Alternatives concrètes (résistance) contre les mesures d'austérité ;

Comment peut-on mieux organiser la coopération internationale des mouvements pour un autre monde ?

Le thème du genre sera transversal, ce qui signifie qu'il occupera une place importante dans chacune des quatre axes précédents.

6^{ème} Festival subversif

4 - 18 mai 2013, Zagreb, Croatie

L'utopie de la démocratie

En mai de cette année, Zagreb sera le centre de la pensée de gauche et du débat autour du thème « L'utopie de la démocratie ». transform! Europe participera à deux ateliers.

Le 6ème festival Subversif associe le festival du film Subversif, la conférence internationale Forum Subversif (12-18 mai) - plate-forme pour une mobilisation sociale alternative débattant de la question de l'avenir de l'Europe et des possibilités de lutte pour le bien commun - ainsi que le 2e Forum des Balkans (12-14 mai), auquel participeront plus de 40 organisations, syndicats et individus pour tenter de jeter les bases d'une future collaboration et la mise en réseau des mouvements européens et du monde entier dans le but d'une intégration plus poussée. Etant donné que la Croatie doit rejoindre l'Union européenne le 1er juillet 2013, il n'y a pas de meilleur endroit et période pour discuter et débattre de « L'utopie de la démocratie ».

Le Forum Subversif compte de nombreux intellectuels et militants, comme Slavoj Žižek, Rem Koolhaas, Tariq Ali, Bernard Stiegler, Maurizio Lazzarato, Chantal Mouffe, Susan George, Eric Toussaint, Bernard Cassen, Silvia Federici, Yanis Varoufakis, Erik O. Wright et bien d'autres.

Ateliers transform! europe au Forum Subversif :

1. « L'élargissement de l'UE post-démocratique » (16 mai)
 2. « L'avenir de l'Alter-mondialisation » (17 mai)
- De plus amples détails seront communiqués sous peu à l'adresse:
<http://www.subversivefestival.com/>
 Programme à venir.

Programme

Ateliers de transform! europe au Forum Subversif

Sous l'égide du Forum Subversif, transform! organisera les ateliers suivants :

“Nationalisme, Néolibéralisme et Perspectives de gauche” (9 mai) - en coopération avec AD FSR

“L'élargissement de l'UE post-démocratique” (16 mai)

“L'avenir de l'Alter-Globalisation” (17 mai)

Programme détaillé de l'ensemble de la conférence sur www.subversivefestival.com

Séminaire international

7 – 9 mai 2013, Amsterdam, Pays-Bas

Repenser le travail à l'ère des réseaux et des mouvements

Le séminaire sur le travail en réseau bénéficie du soutien Networked Politics, Transform! Europe, Transnational Institute et IGOPNet. L'objectif est d'améliorer le débat en cours sur la relation entre la nature changeante du mode de production capitaliste, l'émergence de nouvelles forces sociales et de nouveaux acteurs politiques, et les nouvelles formes alternatives de participation politique par ces acteurs. L'accent sera globalement mis sur l'impact de l'internet et de l'informatique sur le travail, la création de valeur, les processus de production et les communautés radicales émergentes comme organisations politiques nouvelles ou renouvelées.

Les nouvelles technologies de communication et de transport développées et utilisées depuis les années 1970 dans le but de créer un « marché mondial » ont eu un grand impact sur la société, sur le travail ainsi que sur les autres moyens de production.

Les Rapports de production capitalistes ont connu de profondes mutations. Le remplacement de l'infrastructure ancienne et la nouvelle a également créé les conditions pour l'émergence de cultures, de forces et de formes alternatives. Des réseaux distribués, décentralisés ou *peer to peer* (P2P) entre les individus et les collectifs ont émergé et sont à l'origine de nouvelles formes de propriété, de production collaborative de la valeur, et de relations de distribution. Ces réseaux se répandent. Un nouveau mode de « production par les pairs basée sur les *commons* » est apparue d'abord dans le domaine de la production numérique de l'information. La force du Logiciel Libre et Open Source Wikipedia ou ont fait d'eux des cas exemplaires de la réussite de ces formes. La diffusion de nouvelles formes d'information capitalistes, Google ou Facebook étant les projets les plus célèbres, d'une logique hybride avec l'agora numérique, et de qui sont basés sur l'innovation ouverte encore témoigner de l'impact de plus en plus et la maturation de ces nouvelles formes de production. Plus récemment, ces formes ont commencé à pénétrer dans le domaine de la production physique, avec un mouvement croissant, en forme récemment, pour la production par les pairs du matériel.

Cette propagation d'autre part met en évidence le cadre encore indéterminé institutionnel et politique dans lequel la révolution informationnelle est en cours. Il indique également la complexité et la nature conflictuelle du terrain émergents. En effet, les questions essentielles relatives à ces

transformations avaient initialement été reprise au niveau de la base, depuis les milieu des années 90 par de plus en plus politisée P2P communautés. FLOSS mouvement, la culture libre et le mouvement Free Knowledge et plus récemment partis pirates, Wikileaks, Anonymous peut être considéré comme un échantillon de la manifestation transnationale de ces nouveaux acteurs, qui a en partie influencé et contribué à façonner les aspects fondamentaux des mouvements sociaux tels que 15M et occupation. Ces nouveaux acteurs ont souvent été le partage des revendications communes et des positions sur les droits civils, la démocratie directe de la loi / participation, droits d'auteur et des brevets, le partage libre des connaissances, confidentialité des données, la transparence, la liberté de l'information, l'éducation gratuite, les soins de santé universel et des services etc leurs propres moyens, ils ont préconisé que la neutralité du réseau et l'accès universel et illimité à l'Internet sont des conditions indispensables pour réaliser ces revendications. L'échelle globale du conflit a été démontrée récemment par la vaste coalition s'opposer aux politiques répressives de plus dans la défense du régime du droit d'auteur à l'ère numérique qui a récemment battu le Piracy Act arrêt en ligne (SOPA) et la Loi sur la protection IP (PIPA) du Congrès américain et de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) au Parlement européen.

En dépit de leur diversité interne et le fait qu'ils ont été la réalisation d'une variété de stratégies novatrices, les nouveaux acteurs viens de citer ont en quelque sorte communiqué et collaboré les uns avec les autres. Lorsque les autorités suédoises ont attaqué le Pirate Bay, Anonymous a organisé une opération de piratage vers les sites web des autorités suédoises concernées. Wikileaks a contribué à catalyser le printemps arabe et à la fois le régime de Moubarak éteindre l'Internet, la place Tahrir a reçu un soutien immédiat par Anonyme. Le printemps arabe, 15M en Espagne et Occupy Wall Street ont été inspirés par et alimenté dans l'autre. Anonymous et Wikileaks a déclaré solidarité directe avec 15M et Occupy assemblées lorsque les appels ont été faits à des mobilisations mondiales fin 2011. Wikileaks et anonymes ont été élaborés en utilisant P2P «fuites» et «piratage» des techniques respectivement comme les principaux outils politiques afin d'exprimer leurs revendications. Partis Pirates d'autre part ont récupéré formelle et «légitime» l'espace politique en adhérant au processus électoral et législatif. Suédois Pirate Party a remporté deux sièges au Parlement européen, et du Parti Pirate allemand a envoyé des représentants à quatre parlements régionaux.

Ces nouveaux acteurs sociaux et liés entre eux qui ont émergé dans la période post-Seattle sont le reflet de l'évolution culturelle, idéologique, économique et politique des relations sociales dans les dernières décennies. En ce sens, ils portent des informations cruciales qui est nécessaire pour réévaluer les analyses développées dans la période précédente. Afin d'accroître notre compréhension des contradictions sociales d'aujourd'hui ainsi que de nouvelles possibilités d'ouverture pour un changement social radical, il ya un besoin urgent d'étendre nos analyses de ces nouveaux phénomènes.

Invitation de la Gauche Européenne et transform! europe
3 – 7 juillet 2013, Porto, Portugal

8ème Université d'été 2013 : « Changer l'Europe »

Réservez la date

La 8^{ème} Université d'été du Parti de la Gauche Européenne et de transform! europe aura lieu près de Porto, au Portugal, du 3 au 7 juillet. La première journée sera organisée par le réseau féministe de la gauche Européenne (EL-FEM).

En collaboration avec le parti portugais membre de la Gauche européenne, Bloco de Esquerda, l'Université d'été a pour objectif de réunir les jeunes militants et membres des partis et mouvements sociaux de toute l'Europe pour des débats concernant les questions sociales et politiques actuelles.

Dans les ateliers et les plénières, les participants partageront leurs expériences et débattront des politiques et des initiatives à prendre pour la construction d'une Europe alternative.

Outre cet échange, il y aura place pour rassembler les idées en vue de la campagne de la gauche Européenne pour la prochaine élection du parlement européen en 2014.

Pour plus amples informations et les précisions concernant l'organisation, aller sur www.european-left.org

Un nouveau livre de Francine Mestrum

Construire un autre monde : repenser la protection sociale

Une proposition pour un concept renouvelé de la protection sociale, ce qui est particulièrement important au moment où des organisations internationales présentent leurs propositions pour la « protection sociale ».

L'OIT a adopté ses « socles de protection sociale », la Banque mondiale a complété son ancienne proposition par la « résilience » et la Commission européenne est passée de la lutte contre la pauvreté à la « protection sociale » dans ses politiques de coopération.

Bien qu'il faille se réjouir de ces propositions et les encourager, il y a un risque réel qu'elles n'aillent pas au-delà de la réduction de la pauvreté. Elles ont néanmoins un potentiel pour faire plus: elles sont fondées sur les droits, elles impliquent des mécanismes permanents et elles prennent en compte - enfin ! - la dimension du revenu.

Nous pensons toutefois qu'il faut aller plus loin.

D'abord, quels que soient les choix que les sociétés font, nous sommes convaincus que le mur du néo-libéralisme doit être abattu. Tant que cela ne se produira pas, les politiques sociales seront au service de la croissance, l'économie sera seulement axée sur le marché et les Etats devront réprimer les mouvements sociaux alors que la pauvreté et les inégalités augmenteront. Le « vilain petit secret » du capitalisme est qu'il ne fonctionne qu'en faveur pour une petite minorité.

Nous ne proposons pas cependant un modèle de protection sociale. Nous sommes convaincus que cela ne peut être fait que par les peuples eux-mêmes à travers un processus démocratique, en fonction de leurs besoins. Les sociétés peuvent avoir des besoins et des espoirs divergents. Elles devront décider elles-mêmes si et dans quelle mesure elles veulent aller au-delà des propositions actuelles des organisations internationales.

Dans ce livre, nous voulons démontrer deux choses :

Tout d'abord, nous voulons proposer quelques principes de base pour la protection sociale. On oublie souvent que, alors que l'Europe de l'Ouest a été le berceau des États-providence, toutes les nations avaient une protection sociale dans le passé, même si ce n'était que sous une forme embryonnaire. Mais les politiques du « Consensus de Washington » l'ont démantelée, et elles sont en train de le faire dans l'Union européenne. En lieu et place, on introduit des « politiques de réduction de la pauvreté », glissant ainsi des droits économiques et sociaux vers les seuls droits civils (droit à la vie).

Ces principes de base sont l'universalisme, la solidarité organique et la démarchandisation. Ils sont fondés sur les droits de l'homme individuels, collectifs et solidaires.

Deuxièmement, nous voulons mettre l'accent sur le potentiel de transformation de la protection sociale. Nous entendons par là que lorsque l'on réfléchit à la façon d'organiser une protection sociale complète, il devient rapidement évident que cela va bien au-delà des politiques sociales. Le concept de protection sociale que nous proposons comprend la sécurité sociale, l'assistance sociale, le droit du travail, les services publics et les droits environnementaux. Mais pour y parvenir, l'économie, la démocratie, le système judiciaire, les médias, et ainsi de suite, devront changer. Un système piloté par le marché ne peut avoir d'avenir dans un monde fini et ne peut jamais offrir la sécurité sociale et économique pour les individus et les sociétés.

L'objectif de la protection sociale devra être en tout premier lieu de préserver la société en tant que telle, en second lieu, de promouvoir l'intégration sociale et, enfin, de donner aux gens la sécurité sociale et économique.

Nous voulons aussi intégrer cette protection sociale dans un système global avec deux autres initiatives: l'éradication de la pauvreté et les biens communs de l'humanité.

Nous tenons à souligner que, dans notre vision, la protection sociale n'est pas conçue comme un mécanisme de correction. Il s'agit plutôt d'un mécanisme essentiel pour organiser les États et pour protéger les sociétés, les personnes et la planète. La protection sociale n'est pas la redistribution de l'excédent d'exploitation, il s'agit de la répartition des richesses produites par la société.

Notre monde évolue très rapidement. Même si les États-providence de l'Europe occidentale ont constitué une révolution dans le passé, ils ne peuvent plus répondre aux besoins actuels. Dans les pays du Tiers monde, les gouvernements combinent une sécurité sociale limitée et des politiques de réduction de la pauvreté sur le mode de l'assistance. Le temps est venu de repenser fondamentalement la manière dont les États et les sociétés fonctionnent. Plusieurs solutions ont déjà été proposées. Outre les organisations internationales, nous avons des propositions du « buen vivir » de l'Amérique latine. Les deux peuvent être une source d'inspiration.

Mais encore une fois, ce sont les gouvernements et les sociétés qui auront à se prononcer sur le type de protection sociale qu'ils veulent. Pour faire leur choix, nous leur proposons cette réflexion sur ce qui est possible. Ce sont les mouvements sociaux qui auront à décider jusqu'où ils veulent aller et des luttes sociales qu'ils sont prêts à organiser. Même si les élites internationales décidaient d'introduire la protection sociale partout, elle ne sera pas gratuite. Plus les sociétés voudront aller loin, plus elles auront à s'organiser.

Ce livre se veut une modeste contribution à cette lutte. En expliquant pourquoi nous avons besoin de la protection sociale, ce que cela veut dire et ce que cela peut changer, il donne une idée de ce à quoi un autre monde pourrait ressembler. Il propose un large éventail de choix, tout en laissant les décisions aux peuples.

Ce livre est publié sous forme de livre électronique, car c'est un travail en cours. Les discussions sur le contenu vont commencer lors du Forum Social Mondial à Tunis en mars 2013 et se poursuivront toute l'année 2013. Le texte sera modifié en conséquence. Tous les lecteurs sont invités à envoyer leurs commentaires à info@globalsocialjustice.eu.

Ce projet n'a bénéficié d'aucun financement. Le prix, modeste, du livre est destiné à couvrir une partie de ses coûts. L'auteur serait très heureuse de savoir que les acheteurs gardent cela à l'esprit et ne distribuent pas le livre gratuitement.

Table des matières

Introduction : Protéger les personnes et la planète

Partie I - Les problèmes

Chapitre 1: La pauvreté

Chapitre 2: Les inégalités

Chapitre 3: Le travail

Partie II - Les solutions

Chapitre 4: Le socle de la protection sociale et post-développementalisme

Chapitre 5: Re-définir la protection sociale

Partie III - Les retombées

Chapitre 6: Le potentiel de transformation de la protection sociale - Le secteur financier - L'économie - Les biens « communs » et les services publics créés par les hommes - Les biens « communs » naturels et l'environnement

Partie IV - La dimension globale

Chapitre 7 : Coopération transnationale

Chapitre 8 : Refonder la protection sociale - L'interdiction de la pauvreté - Le bien commun de l'humanité

Partie V - Annexe: les prochaines étapes

Recherche fondée sur le partage des connaissances et fixant des objectifs

Abonnez-vous à la newsletter de **transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous abonner, vous pouvez aller sur notre site web :

www.transform-network.net/newsletter

Pour vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

office@transform-network.net